

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

ARRETES DU MAIRE - Services techniques

DECEMBRE 2020

ARST_2020_185	MEDIACO BOURGOGNE GRUE AU 14 R. RENAN_08.12.2020	1-3
ARST_2020_186	STCE RUE HENRI BAZIN_14.12.2020	4-5
ARST_2020_187	DEMENAGEMENT MME ARICH COLETTE 26 R. RENAN_17.12.2020	6-7
ARST_2020_188	DEMENAGEMENT AU 5 RUE FRANCOISE DOLTO_28.12.2020	8-9
ARST_2020_189	DEMENAGEMENT PERRUCHE AU 43 RUE PRAIRIAL_30.12.2020	10-11
ARST_2020_190	OUVERTURE AU PUBLIC LE COEUR DIJONNAIS 37 AV ROLAND CARRAZ	12-13
ARST_2020_191	OUVERTURE AU PUBLIC BUFFALO GRILL 126 AV ROLAND CARRAZ	14-15
ARST_2020_192	DEMENAGEMENT 18 PLACE ANNE LAPREVOTE DEMEFRANCE_07.01.2021	16-17

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement de la mise en place d'une grue par la société MEDIACO BOURGOGNE, il y a lieu de réglementer temporairement le stationnement sur le parking situé au 14 rue Ernest Renan,

ARRÊTE

Article 1 :

La société MEDIACO BOURGOGNE est autorisée à intervenir sur le parking du 14 rue Ernest Renan pour la mise en place d'une grue en vue du déploiement de la 5 G de la tour 10 rue Ernest Renan (pose d'antennes).
Le stationnement sera strictement interdit sur le secteur global impacté par la mise en place de la grue.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire le 08 décembre 2020.

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par la société MEDIACO BOURGOGNE sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par les services techniques municipaux, sous le contrôle de la Police Municipale. La barrière sera ouverte à 8h00 par les services techniques municipaux.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de Dijon Métropole,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Centre Technique Municipal,

Monsieur le Directeur de la société MEDIACO BOURGOGNE,
ORVITIS,
Police Municipale,
Affichage.

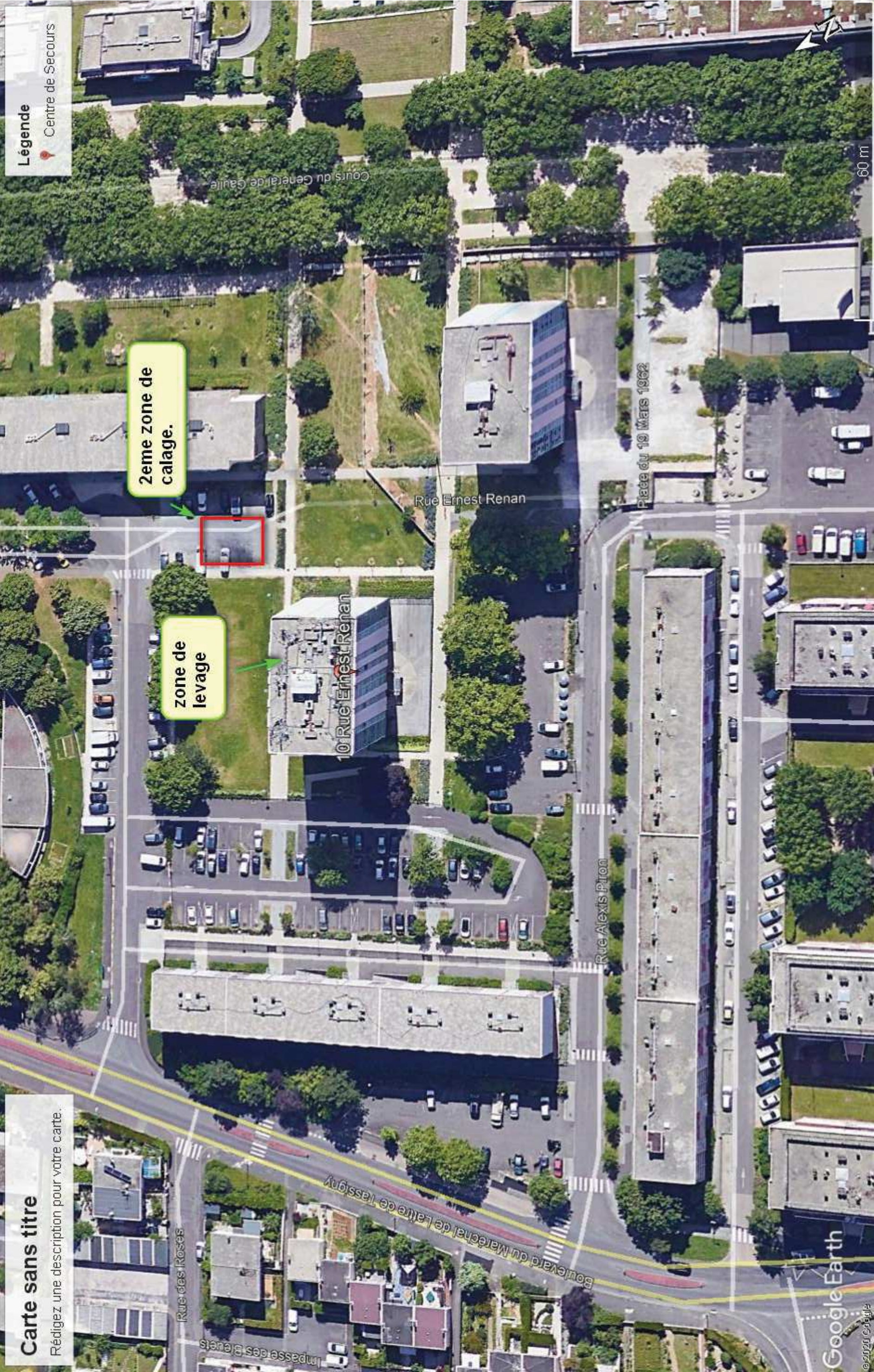
Fait à CHENÔVE,



Signé par : Joëlle BOILEAU

Date : 04/12/2020

Qualité : 7ème Adjointe



ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement du démontage d'une grue par la société STCE, il y a lieu d'interdire temporairement la circulation ainsi que le stationnement sur le secteur Nord du boulevard Henri Bazin à partir du carrefour avec la rue Alphonse Mairey et ce jusqu'à la limite avec la commune de Dijon.

ARRÊTE**Article 1 :**

La société STCE est autorisée à intervenir sur le secteur Nord du boulevard Henri Bazin à partir du carrefour avec la rue Alphonse Mairey et ce jusqu'à la limite avec la commune de Dijon, pour l'installation journalière d'une grue mobile afin de procéder au démontage d'une grue de chantier fixe..

La circulation ainsi que le stationnement seront strictement interdits sur le secteur global du chantier délimité par l'entreprise STCE.

Une circulation piétonne sécurisée sera maintenue sur le côté ouest du secteur impacté.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire le 14 décembre 2020 de 6h00 à 20h00.

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par la société STCE sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires, ainsi qu'un circuit de déviation, seront mis en place par l'entreprise STCE, sous le contrôle de la Police Municipale.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de Dijon Métropole,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,

Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Centre Technique Municipal,
Monsieur le Directeur de la société STCE,
Clinique des rosiers,
Police Municipale,
Affichage.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Joëlle BOILEAU

Date : 04/12/2020

Qualité : 7ème Adjointe

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code Général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers et le bon déroulement du déménagement de Madame ARICH Colette au 26 rue Ernest Renan, il y a lieu de réglementer temporairement l'occupation du domaine public comme suit :

ARRÊTE

Article 1 :

Afin de permettre le bon déroulement du déménagement de Madame ARICH Colette, il convient de réserver 3 places de stationnement devant l'entrée de l'immeuble du 26 rue Ernest Renan.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire le jeudi 17/12/2020.

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'équipe du Centre Technique Municipal, pendant toute la durée du déménagement.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'équipe du Centre Technique Municipal, sous le contrôle de la Police Municipale.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :

Monsieur le Président de Dijon Métropole,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Madame ARICH Colette,
CTM,
Police Municipale,

Affichage.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Joëlle BOILEAU

Date : 15/12/2020

Qualité : 7ème Adjointe

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers et le bon déroulement du déménagement au 5 rue Françoise DOLTO et de la mise en place d'un monte meubles par la société Les Déménageurs Bretons, il y a lieu de réglementer temporairement l'occupation du domaine public comme suit :

ARRÊTE

Article 1 :

Afin de permettre le bon déroulement du déménagement au 5 rue Françoise DOLTO, et de la mise en place d'un monte meubles, il convient de réserver les places de stationnement du 5 au 7 de l'entrée du bâtiment pour le camion de déménagement.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire le mercredi 28 décembre 2020.

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'équipe du Centre Technique Municipal, pendant toute la durée du déménagement

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'équipe du Centre Technique Municipal, sous le contrôle de la Police Municipale.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de Dijon Métropole,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Directeur de la société Les Déménageurs Bretons,
Centre Technique Municipal,
Police Municipale,

DIEZE,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Joëlle BOILEAU

Date : 15/12/2020

Qualité : 7ème Adjointe

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code Général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers et le bon déroulement du déménagement de Madame LACOTE Marielle au 43 rue Prairial, par les déménagements PERRUCHE, il y a lieu de réglementer temporairement l'occupation du domaine public comme suit :

ARRÊTE

Article 1 :

Afin de permettre le bon déroulement du déménagement de Madame LACOTE Marielle effectué par les déménagements PERRUCHE, il convient de réserver 10 ml devant le 43 rue Prairial pour le stationnement du camion de déménagement.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire le 30 décembre 2020.

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'équipe du Centre Technique Municipal, pendant toute la durée du déménagement.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'équipe du Centre Technique Municipal, sous le contrôle de la Police Municipale.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :

Monsieur le Président de Dijon Métropole,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
CTM,
Déménagement PERRUCHE,

Police Municipale,
Affichage.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Joëlle BOILEAU

Date : 15/12/2020

Qualité : 7ème Adjointe

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le livre I, tire II, chapitre III du Code de la construction et de l'habitation,
Vu le décret modifié n° 95-260 du 8 mars 1195 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,
Vu l'arrêté modifié du ministre de l'intérieur du 25 juin 1980, portant règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public de la 1^{ère} à la 4^{ème} catégorie, complété par l'arrêté du 22 juin 1990 pour les établissements recevant du public de la 5^{ème} catégorie,
Vu le règlement de sécurité contre l'incendie pris en application de l'article R 123-12 du code précité,
Vu l'avis favorable en date du 9 décembre 2020 de la Commission Intercommunale de Sécurité de Dijon Métropole,

ARRÊTE**Article 1 :**

L'épicerie solidaire « LE COEUR DIJONNAIS », sise 37 avenue Roland Carraz, 21300 CHENOVE, peut être ouverte au public.

Article 2 :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa publication et de sa transmission au représentant de l'État dans le département.

Article 3 :

La présente décision prend effet à compter de sa notification ou de sa publication et de sa transmission au représentant de l'État dans le département.

Article 4 :

Ampliation du présent arrêté sera adressée, pour exécution chacun en ce qui le concerne, à :

- Monsieur le Directeur de l'épicerie solidaire «Le Coeur Dijonnais»,
- Madame la Préfète de la Région Bourgogne Franche-Comté,
- Monsieur le Président de la Commission Intercommunale de Sécurité de Dijon Métropole,
- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires,
- Monsieur le Directeur Général des Services de la ville de Chenôve,
- Monsieur le Directeur des Services Techniques de la ville de Chenôve,
- Police municipale.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : **Thierry FALCONNET**
Date : 23/12/2020
Qualité : Maire

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le livre I, titre II, chapitre III du Code de la construction et de l'habitation,
Vu le décret modifié n° 95-260 du 8 mars 1995 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,
Vu l'arrêté modifié du ministre de l'intérieur du 25 juin 1980, portant règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public de la 1^{ère} à la 4^{ème} catégorie, complété par l'arrêté du 22 juin 1990 pour les établissements recevant du public de la 5^{ème} catégorie,
Vu le règlement de sécurité contre l'incendie pris en application de l'article R 123-12 du code précité,
Vu l'avis favorable en date du 9 décembre 2020 de la Commission Intercommunale de Sécurité de Dijon Métropole,

ARRÊTE**Article 1 :**

Le restaurant « BUFFALO GRILL », sis 126 avenue Roland Carraz, 21300 CHENOVE, peut être ouvert au public.

Article 2 :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa publication et de sa transmission au représentant de l'État dans le département.

Article 3 :

La présente décision prend effet à compter de sa notification ou de sa publication et de sa transmission au représentant de l'État dans le département.

Article 4 :

Ampliation du présent arrêté sera adressée, pour exécution chacun en ce qui le concerne, à :

- Monsieur le Directeur du restaurant BUFFALO GRILL,
- Madame la Préfète de la Région Bourgogne Franche-Comté,
- Monsieur le Président de la Commission Intercommunale de Sécurité de Dijon Métropole,
- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires,
- Monsieur le Directeur Général des Services de la ville de Chenôve,
- Monsieur le Directeur des Services Techniques de la ville de Chenôve,
- Police municipale.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : **Thierry FALCONNET**
Date : 23/12/2020
Qualité : Maire

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers et le bon déroulement du déménagement de Monsieur BOUDOUX Rodolphe par l'entreprise DEMEFrance au 18 place Anne LAPREVOTE, il y a lieu de réglementer temporairement l'occupation du domaine public comme suit :

ARRÊTE

Article 1 :

Afin de permettre le bon déroulement d'un déménagement, il convient de réserver 10 mètres linéaires sur 2 places de stationnement au droit du 18 place Anne LAPREVOTE.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire le 07/01/2021 de 8H00 à 20H00.

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'équipe du Centre Technique Municipal, pendant toute la durée du déménagement.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'équipe du Centre Technique Municipal, sous le contrôle de la Police Municipale.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :

Monsieur le Président de Dijon Métropole,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Directeur de l'entreprise DEMEFrance,
CTM,
Police Municipale,

Affichage.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Joëlle BOILEAU

Date : 06/01/2021

Qualité : 7ème Adjointe